

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 05 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau

Siège : Château de la Verrerie BP 90069 71200 Le Creusot

Site inspecté : déchetterie Barrat-Lucy, 6 route de Lucy 71300 Montceau-les-Mines

Références : AV/MV/2024/C_054

Code AIOT : 0025300051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau implanté 6 rue de Lucy 71300 Montceau-les-Mines. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation signé le 24 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau
- 6 rue de Lucy 71300 Montceau-les-Mines
- Code AIOT : 0025300051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau exploite une déchetterie au lieu-dit « Barrat-Lucy» destinée à la collecte de déchets non dangereux et déchets dangereux ainsi que pour du broyage de déchets verts sur la commune de Montceau-les-Mines.

L'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2023

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 4.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Dispositions constructives et organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.1 et 5.1.3	Demande d'action corrective	3 mois (plan d'action)
6	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois (procédure) 9 mois (confinement)
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.2.1 et 5.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des déchets reçus sur le site	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 6.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Description des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 6.3.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 2	Sans objet
10	Conditions particulières	Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	applicables au fonctionnement de l'établissement		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une non-conformité majeure : les voiries et dallages du site ne présentent pas, pour l'ensemble du site, des pentes orientées vers l'intérieur du site permettant ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales, notamment les canalisations et fossés imperméabilisés évoqués dans la demande d'autorisation n'ont pas été réalisés. Les travaux attendus n'ont pas été réalisés et le confinement de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel n'est pas garanti. Une mise en demeure est proposée à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Plusieurs non-conformités ont été relevées portant notamment sur :

- le prélèvement des eaux pluviales (notamment absence de relevé de température et de débit) ;
- l'absence de mode opératoire des opérations de broyage ;
- l'absence de procédure relative à l'isolement du site ;
- l'absence d'extincteur à proximité des déchets verts ;
- les dispositions constructives des locaux actuels DDS et petit flux qui ne sont pas REI120 ;
- l'absence de plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 ;
- le dépassement de la quantité d'huiles végétales entreposée et une partie du dépôt sans rétention.

Ces non-conformités appellent des demandes d'actions correctives rapides ou transmission de plan d'actions.

Plusieurs demandes de documents sont également formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de sources d'émissions atmosphériques canalisées sur le site. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, • les surfaces où cela est possible sont engazonnées,

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

En cas de besoin, une brumisation est appliquée lors du broyage des déchets verts.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les consommations d'énergie.

Le brûlage des déchets est interdit.

Constats :

Le jour de la visite, il est constaté des voies de circulation et des aires de stationnement aménagées et nettoyées.

Le site ne dispose pas de dispositifs permettant de limiter les dépôts de poussière et de boue sur les voies de circulation en sortie de site. Le temps était pluvieux et aucun dépôt n'a été constaté. Ce type de dispositif ne semble donc pas nécessaire.

Le site présente des zones enherbées et végétalisées notamment en bas de quai et dans la zone du bassin de rétention. Il s'agit de zones interdites aux usagers. Seul un tracteur vient une à deux fois par an pour l'entretien et il intervient en général par temps sec pour éviter les dépôts de boue.

Les locaux sont propres et régulièrement nettoyés.

Le jour de la visite, le broyeur de déchets verts (dispositif au-dessus d'une benne) a été installé mais n'est pas encore mis en service. Des essais ont toutefois eu lieu.

L'exploitant indique qu'il dispose sur le site d'un ventilateur avec brumisateurs qui pourra être utilisé si nécessaire. Si ce dispositif n'est pas suffisant, une brumisation spécifique pourra être installée au niveau du broyeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux sanitaires, industrielles et pluviales sont collectées dans des réseaux séparatifs. Ces ouvrages assurent également leur traitement et leur évacuation sont correctement dimensionnés, étanches, accessibles et curables et sont l'objet d'une surveillance régulière de leur état d'usure.

Les dispositifs de prétraitement des eaux pluviales sont vidangés et nettoyés régulièrement, au moins une fois par an.

Un système permet d'isoler le bassin de rétention des eaux pluviales de la déchetterie en cas de pollution ou d'incendie. Il est régulièrement contrôlé.

Les contrôles périodiques de l'encrassement du bassin de rétention des eaux pluviales par des dépôts et des matières organiques donnent lieu à des curages aussi fréquents que nécessaire.

Constats :

Le site dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures.

L'exploitant indique que la SARP a réalisé le curage fin d'année 2023.

L'exploitant indique que les contrôles et suivis sont gérés par l'adjoint du responsable déchetterie nord de la CUCM et qu'il ne dispose pas sur le site de Montceau-les-Mines de l'accès à l'application Trackdéchets.

Constat 01-2032024 : demande de complément : l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter le justificatif du passage de la société SARP ni de présenter le bordereau de suivi des déchets.

L'exploitant indique que le contrôle du bouton coup de poing permettant d'isoler le bassin de rétention des eaux pluviales de la déchetterie en cas de pollution ou d'incendie a été réalisé fin 2023 par une société extérieure mais le suivi de ce contrôle est également délégué à l'adjoint au responsable « déchetteries nord » de la CUCM.

Constat 02-12032024 : demande de complément : l'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection de présenter le justificatif du passage de la société prestataire réalisant le contrôle du bouton coup de poing.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous un délai de 15 jours :

- le justificatif du passage de la société SARP pour le curage des séparateurs d'hydrocarbures ;
- le bordereau de suivi des déchets des boues et eaux de séparateurs d'hydrocarbures ;
- le justificatif du passage de la société prestataire réalisant le contrôle du bouton coup de poing.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les rejets d'eaux pluviales (rejets n°1 et n°2) susceptibles d'être pollués permettent de respecter sans dilution les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 et n°2 :

Température maximale : 30 °C

pH : 5,5 à 8,5

Débit maximal journalier : 259,2 m³/j

Débit maximum horaire : 10,8 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1	Rejet n°2	Rejets n°1 et 2	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Matières en suspension	1305	100	100	Annuelle	Résultats de mesures maintenus à la disposition de l'inspection des
DCO	1314	160	160		
DBO ₅	1313	32	32		

Indices phénols	1440	0,3	0,3	installations classées
Chrome hexavalent	1371	0,1	0,1	
Cyanures totaux	1390	0,1	0,1	
AOX	1106	5	5	
Arsenic	1369	0,1	0,1	
Hydrocarbures totaux	7009	10	10	
Métaux totaux	8095	15	15	
Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.				
Constats : L'exploitant a présenté les rapports d'analyse des deux rejets d'eaux pluviales. Les prélèvements ont été réalisés par VEOLIA Eau le 12 décembre 2023 et les analyses ont été faites par le laboratoire CARSO de Lyon. L'ensemble des paramètres de l'arrêté ont été recherchés. Les résultats présentés montrent que les rejets sont conformes aux VLE prescrites pour les deux points de rejets. Les rapports ne précisent pas si les prélèvements ont été réalisés sur 24h. Constat 03-12032024 : non-conformité : la température de l'eau lors du prélèvement et la mesure du débit n'ont pas été réalisées.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera si les prélèvements sont réalisés sur 24h ou s'il s'agit de prélèvements ponctuels. Il indiquera en cas de prélèvements ponctuels, ce qu'il mettra en place pour permettre la réalisation de prélèvement conformes aux dispositions de l'arrêté ainsi que le délai (plan d'action).				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 1 mois				

N° 4 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des nuisances sonores
Prescription contrôlée : Les mesures suivantes sont retenues pour réduire les bruits et les vibrations mécaniques susceptibles d'être produits par les installations : <u>Mesures liées au fonctionnement du site</u> - limitation effective de la vitesse des véhicules en circulation sur le site ; - arrêt des moteurs des véhicules en stationnement. <u>Mesures liées au fonctionnement des installations :</u> - utilisation d'un broyeur spécial déchetterie stationnaire électrique type MZA 1400 de 90 kW ; - broyeur placé sur une des 3 bennes de la zone bennes des déchets verts à une distance minimale de 30 m des limites de propriété ; - limitation du temps de fonctionnement du broyeur ; - établissement d'un mode opératoire des opérations de broyage.

Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 à 4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe du présent arrêté.

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation, préférentiellement lors d'une campagne de broyage des déchets verts, puis tous les 3 ans.

Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (point n°5).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs d'émergence admissibles ci-dessus s'appliquent au-delà d'une distance de 160 m des limites de propriétés précisées sur le plan définissant la localisation des points de mesure des émissions sonores dans l'environnement, en annexe du présent arrêté.

Constats :

Il est constaté le jour de la visite,

- limitation de la vitesse des véhicules en circulation sur le site (avec affichage)
- arrêt des moteurs des véhicules en stationnement (avec affichage)

Le broyeur installé est bien un broyeur spécial déchetterie stationnaire électrique type MZA 1400 de 90 kW. Il est placé sur une des 3 bennes de la zone bennes des déchets verts à une distance minimale de 30 m des limites de propriété.

Il n'a pas encore été mis en service.

Constat 04-12032024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas établi de mode opératoire des opérations de broyage.

L'exploitant indique qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence a été effectuée en janvier 2024 par la société Exact Acoustique. Il est en attente du rapport.

Post-inspection, l'exploitant a transmis le rapport réalisé par la société Exact Acoustique, intervention le dimanche 28 janvier et le mercredi 14 février 2024.

Les résultats présentés montrent le respect des valeurs limites en limite de propriété et en zone à émergence réglementée pour tous les points pendant les périodes concernées.

Remarque : le rapport présente une VLE de 70 dB(A) en jour le dimanche, or les dimanches et jours fériés la VLE à considérer est de 60 dB(A). Toutefois, les résultats sont bien en dessous de cette valeur. Il sera nécessaire de communiquer au prestataire l'arrêté préfectoral d'autorisation lors des prochaines mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant :

- indiquera comment sera limité le temps de fonctionnement du broyeur ;
- transmettra un mode opératoire des opérations de broyage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositions constructives et organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.1 et 5.1.3

Thème(s) : Autre, Organisation

Prescription contrôlée :

Article 5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/local	Dispositions constructives		
	Local, sol, toiture	Murs - Portes et fermetures	Parois séparatives
Locaux DDS (déchets diffus spécifiques)	Matériaux de classe A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : CROOF3 Ventilation	Murs extérieurs et murs/séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	
Local petit flux réemploi	Matériaux de classe A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1)	Murs extérieurs et murs/séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	Paroi de degré REI 120 séparant bâtiment de stockage de la zone de réemploi

[...]

Article 5.1.3 Organisation des stockages

Les stockages des bennes de déchets verts et du broyeur stationnaire de déchets végétaux sont implantés à une distance minimale de 30 m des limites de l'établissement.

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage - aménagement	Rétention
Locaux DDS (déchets diffus spécifiques)	Déchets de matières dangereuses, liquides inflammables Mode de stockage : bidons, aérosols, pots dans des caisses-palettes	Quantité maximale : local Eco DDS : 800 kg - local de 18 m ² local hors Eco DDS : 500 kg - local de 12 m ²	Pas de superposition des conteneurs Mise en place en rayonnage ou étagères possible	Local sur rétention étanche sur caillebotis

Local petit flux (zone des REP (Responsabilité élargie du producteur) / réemploi et de dons	Piles en fûts Petits Appareils en Mélange (PAM), cartouches d'encre, radios et batteries dans des bacs Huiles minérales et néons /ampoules en containers de récupération	Quantité maximale : huiles minérales : 1,35 tonnes batteries et piles : 1,93 tonnes DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) : 0,8 tonne Petits électroménagers dont écrans : 3 tonnes cartouches d'encre : 200 kg Radiographies : 100 kg Ampoules- Néons : 100 kg Huiles végétales : 0,5 t	Zone de réemploi et dons : 30 m ² Zone des REP de 54 m ² Zone de REP : bacs au sol sans superposition	Containers des huiles minérales et des huiles synthétiques pourvu de rétention étanches
Zone de stockage amiante lié	En bennes qui une zone spécifique et matérialisée de la zone de stockage des bennes en attente	5 tonnes maximum lors de la matinée choisie – 1x/mois – 2h maximum	Interdite d'accès à toute personne non autorisées Délimitée par rubalise et marquage au sol Signalée par panneau réglementaire « amiante » Signalisation port des EPI	-
Stockage des déchets verts	3 bennes	1 benne de 35 m ³ 2 bennes de 30 m ³	-	-
Stockage des déchets combustibles (écomobilier/encombrants/cartons)	1 benne écomobilier 1 benne encombrants 1 benne cartons	3 bennes de 30 m ³ chacune	-	-

L'organisation de l'ensemble des stockages respecte les descriptions et les plans fournis dans l'étude des dangers et ses compléments.

Constats :

Les travaux prévus de réaménagement de la déchetterie (porter à connaissance de janvier 2023) et qui ont été intégrés à l'autorisation n'ont pas encore été réalisés. Dans ce porter à connaissance, les parois du local DDS et du bâtiment petit flux/réemploi sont REI 120. Le local petit flux/remploi n'a pas encore été réalisé.

Les locaux DDS (ECO DDS et hors ECO DDS), petit flux et réemploi actuels ne présente pas de parois extérieures coupe-feu 2h.

Constat 05-12032024 : non-conformité : les dispositions constructives des locaux actuels DDS et petit flux ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les bennes et broyeur de déchets verts sont bien à plus de 30 m des limites de propriété.

Par sondage, l'inspection a vérifié les quantités de déchets amiantés éliminés mensuellement. La quantité de 5 tonnes maximum n'est pas dépassée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 3 mois un plan d'action relatif aux dispositions constructives et comportement au feu des bâtiments DDS et petit flux/réemploi qui présentera les actions retenues, justificatifs et échéancier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.1.5
Thème(s) : Autre, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles</p> <p>Les voiries et dallages du site doivent présenter des pentes orientées vers l'intérieur du site et doivent permettre ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé).</p> <p>En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, d'incendie ou de défaillance du système de traitement au droit de la plateforme imperméabilisée, l'actionnement d'un bouton coup de poing actionné depuis le coffret placé à proximité du bassin doit permettre le confinement des eaux, via le gonflement d'un ballon, dans le bassin de rétention suffisamment dimensionné.</p> <p>Le volume de rétention est en permanence de 462 m³ pour récupérer les eaux pluviales de ruissellement (340 m³) et les eaux d'extinction incendie (120 m³).</p> <p>L'exploitant établit une procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure doit comprendre notamment la localisation et la réalisation de tests de fonctionnement du bouton coup de poing enclenchant la mise en confinement automatique des eaux sur le site, les opérations de curage des réseaux et bassins, des tests d'étanchéité du fossé imperméabilisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de l'imperméabilisation du fossé a été évoqué lors des inspections des installations classées de 2019 et 2021. A l'issue de la visite réalisée en 2021, l'exploitant indique que le système sera revu à l'occasion de la demande d'autorisation environnementale. Dans ce dossier, il est indiqué « Le fossé ne présentant pas une étanchéité parfaite, des travaux d'imperméabilisation sont prévus.</p> <p>Ils sont décrits ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none">• Remplacement du fossé ouvert en bâche caoutchouc existant par un fossé fermé en tuyau PVC :• Ø 300 pour la ceinture de la déchetterie principal• Ø 200 pour les descentes entre la plateforme et le fossé• Pose de regards de visite Ø 1000 sur fossé• Installation de bouches à grilles (au niveau de la plateforme) et raccordement• Le tout sera remblayé avec du sable d'enrobage, du CS 0/20 et CS 0/31,5. <p>Un test d'étanchéité sera effectué en fin de travaux</p> <p>Les travaux devraient être réalisés au cours du 2nd semestre 2022. »</p> <p>Les travaux prévus finalement prévus en 2023 permettant de diriger notamment les eaux d'extinction incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé) annoncé dans le dossier d'autorisation environnementale n'ont pas encore été réalisés.</p> <p>L'exploitant indique que les entreprises répondant à l'appel d'offre sont en cours de visite des déchetteries et le choix de l'entreprise retenue pour les travaux devrait avoir lieu en avril 2024.</p> <p>Constat 06-12032024 : non-conformité : les voiries et dallages du site ne présentent pas pour l'ensemble du site des pentes orientées vers l'intérieur du site, permettant ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales, notamment les canalisations et fossé imperméabilisés évoqués dans la demande d'autorisation n'ont pas été réalisés.</p>

Constat 07-12032024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de procédure relative à l'isolement du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 5.2.1 et 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les moyens sont complétés par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des déchets verts et des zones de stockage où sont regroupés les déchets (bungalow, local DDS, local « petit flux ») ; - des kits d'absorption doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des stockages d'huiles usagées et des locaux DDS. <p>Article 5.2.2 Organisation</p> <p>L'exploitant établit et rend disponible en cas d'intervention un plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 mentionnant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la superficie des zones, • l'emplacement, les caractéristiques et le cas échéant le volume des points d'eau incendie ; • le volume et la surface des réserves destinées à la rétention des eaux d'extinction ; • l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergie ; • l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence au sein de la déchetterie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteur et notamment au droit des locaux DDS, petit flux, DASRI, bennes ampoules et néons. - des kits d'absorption à proximité des stockages d'huiles usagées et des locaux DDS. <p>Constat 08-12032024 : non-conformité : il n'a pas été constaté de moyens d'extinction spécifiques à proximité des déchets verts et du broyeur stationnaire.</p> <p>Constat 09-12032024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas établi de plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, sous 1 mois, de la mise en place à proximité des bennes de déchets verts et du broyeur stationnaire d'extincteurs ou moyens d'extinction adaptés aux risques.</p>

L'exploitant établira un plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070, il justifiera de la commande de ce plan sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Gestion des déchets reçus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée : <u>Conception des installations</u> L'exploitation de la déchetterie se fait sur deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Quai haut - Circuit public : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une zone de bennes comportant 10 quais pour des bennes de 15 à 35 m³ selon la nature du déchet dédiées au stockage des déchets non dangereux et des inertes ; ✓ Des conteneurs ou locaux déchets (DEEE, DDS, huiles minérales...) : Les locaux sont directement accessibles depuis le quai haut pour les usagers. Les conteneurs ou locaux de stockage DEEE, DDS sont clos, couverts et fermés par une porte métallique. ✓ Une zone de réemploi (dans le local « petit flux ») destiné à accueillir les objets en réemploi pouvant être utilisés à nouveau pour leur usage initial de type vaisselles, petit électroménager, jouets, matériel informatique, équipement de sport... Quai bas : <p>Il est réservé à la circulation des camions pour l'enlèvement des bennes et le chargement des gros DEEE qui sont stockés bas de quai. La déchetterie comporte également une aire du parc à bennes en attente, au droit de laquelle est réalisée sur une zone spécifique les opérations de dépôt, emballage et étiquetage des déchets d'amiante (1 fois par mois, pendant 2h, sur rendez-vous).</p> <p><u>Gestion des déchets collectés – Transports – Traçabilité</u></p> <p>Les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement par le public et de façon sélective dans autant de casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol. Les emplacements et types de déchets sont signalés par panneaux.</p> <p>Les déchets recueillis doivent être envoyés selon leur nature dans des filières spécifiques et agréées évitant ainsi tout risque de pollution, de dégradation de la nature ou de foyers d'infections.</p> <p>Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Si nécessaire, plusieurs rotations hebdomadaires doivent être réalisées pour évacuer les bennes pleines.</p> <p>Les opérations d'enlèvement de déchets doivent être réalisées par des entreprises de transport disposant de véhicules adaptés vers des installations de destination qui disposent des autorisations nécessaires.</p> <p>Les déchets dangereux doivent être emballés et évacués conformément à la réglementation relative au transport international des marchandises dangereuses (ADR).</p> <p>Les déchets papier et cartons qui ne sont pas stockés à l'abri de la pluie doivent être évacués au moins une fois par mois.</p>

<p>L'exploitant doit fixer les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets verts entrant ou après leur broyage. Ces consignes sont intégrées au mode opératoire des opérations de broyage qui sera établi par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant établit et applique le mode opératoire pour la gestion des déchets d'amiante lié.</p> <p>L'exploitant met à disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La CUCM a établi et applique un mode opératoire pour la gestion des déchets d'amiante liés. Ce mode opératoire a été transmis le jour de la visite.</p> <p>Constat 9-12032024 : non-conformité : l'exploitant n'a pas fixé les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets verts entrant ou après leur broyage + cf. constat 04-12032024 : l'exploitant n'a pas établi le mode opératoire des opérations de broyage.</p> <p>Le reste des dispositions de l'article est respecté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fixer sous 1 mois les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets verts entrant ou après leur broyage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Description des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 6.3.4			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la quantité maximale des déchets entrants			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :</p>			
	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (tonnage maximal admissible)
Déchets dangereux	Amiante : 17 06 01* et 17 06 05* Huiles minérales : 20 01 26* Batteries et piles : 20 01 33* DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux) : 18 01 03* DEEE : 20 01 35* DDS peinture : 20 01 27* DDS détergents : 20 01 29* DDS pesticides : 20 01 19* DDS solvants : 20 01 13* Cartouches d'encre : 08 03 17* Radiographies : 18 01 06* Ampoules- Néons : 20 01 21*	Particuliers/ administrations/artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	Amiante : 5 tonnes Huiles minérales : 1,35 tonnes Batteries et piles : 1,93 tonnes DASRI : 1 tonne DEEE : 0,8 tonne Petits électroménagers dont écrans : 3 tonnes Local Eco DDS : 800 kg Local Hors ECO DDS : 500 kg Cartouches d'encre : 200 kg Radiographies : 100 kg Ampoules- Néons : 100 kg
Déchets non dangereux	Déchets verts : 20 02 01 Encombrants : 20 03 07 DEEE : 20 01 36 Ecomobilier : 20 03 07	Particuliers/ administrations/artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	Déchets verts : 215 m ³ Encombrants : 70 m ³ DEEE : 30 m ³ Ecomobilier : 60 m ³

	Cartons : 20 01 01 Pneus : 16 01 03 Bois : 20 01 38 Huiles végétales : 20 01 25 Plâtres : 10 13 99 Ferrailles : 20 01 40 Pneus jantés : 16 01 03 Capsules café : 20 01 08 Bouchons plastiques : 20 01 39 Vêtements/textiles : 20 01 10/20 01 11 Verres : 20 01 02 Bouchons lièges : 03 01 01 Bâches souples : 02 01 04 Polystyrène : 15 01 02		Cartons : 30 m ³ Pneus : 30 m ³ Bois : 35 m ³ Huiles végétales : 0,5 t Plâtres : 60 m ³ Ferrailles : 35 m ³ Pneus jantés : 25 m ³ Capsules café : 200 L Bouchons plastiques : 240 L Colonne Relais : 1500 L Verres : 12 m ³ Bouchons lièges : 120 L Bâches souples : 2 m ³ Polystyrène : 1 m ³
Déchets inertes	Gravats : 20 02 02 / 17 01 01 / 17 01 02 / 17 01 03	Particuliers/ administrations/artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	Gravats : 15 m ³

Constats :

Constat 10-12032024 : non-conformité : le jour de la visite d'inspection, la quantité d'huile végétales autorisée est dépassée. De plus, une partie des huiles n'est pas entreposée sur rétention. L'exploitant indique que le prestataire a été relancé plusieurs fois mais n'a toujours pu effectuer un passage pour récupérer les huiles et fournir des cuves vides.

Observation : Une partie des pneumatiques valorisables n'est pas entreposée à l'abri des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous 1 mois de l'évacuation des huiles végétales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2023, article 7.1
Thème(s) : Autre, Conditions particulières applicables à certaines installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Accès et signalisation</u></p> <p>L'accès à la déchetterie est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les véhicules en attente de franchissement de la barrière de la déchetterie sont stationnés prioritairement sur une voie à l'intérieur du site. La file d'attente peut se prolonger dans la rue Lucy, impasse se terminant en rond-point, dans la mesure où cela n'entraîne pas d'encombrement gênant la circulation des autres véhicules ou des piétons.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture d'au moins 2 m de hauteur. Il est inaccessible en dehors des heures d'ouverture.</p> <p><u>Prévention des chutes et collisions</u></p> <p>Le bassin de rétention des eaux pluviales est clôturé de manière à être inaccessible par le public. Les abords sont entretenus régulièrement.</p>

Constats :

Le jour de la visite, aucun problème de circulation n'a été constaté.

L'exploitant indique qu'il limite l'accès à 10 véhicules en même temps au sein de la plateforme mais qu'en cas de fortes affluences, il peut augmenter à 14 véhicules pour limiter l'attente sur voirie.

Dans le cas où l'affluence pourrait entraîner un encombrement de la circulation, l'exploitant indique qu'il n'hésiterait pas à contacter les agents de police.

Il est constaté que le bassin de rétention des eaux pluviales est clôturé de manière à être inaccessible par le public. Les abords sont entretenus. L'exploitant veillera toutefois à ne pas laisser les ronces et la végétation limiter l'accès à l'arrêt coup de poing à proximité du bassin.

Observation : un des regards réseau d'eau pluviales/séparateur d'hydrocarbure a été détérioré.

Pour éviter tout déversement au réseau, ce regard devra être remis en place correctement. Dans l'attente, il est nécessaire de mettre en place un dispositif évitant tout déversement.

Type de suites proposées : Sans suite